



Le Tam-Tam du Garlaban



n° 21

Bulletin du Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne

Septembre 2011

Initiatives

Avec nous cet automne, vous pourrez :

- le **dimanche 25 septembre** participer à notre traditionnel **rallye pédestre à Pichauris**, commune d'Allauch (13), questionnaires et sympathiques jeux vous attendent !
- signer l'appel urgent de **Peuples Solidaires** sur l'**accaparement des terres en Mauritanie**
- participer à la semaine de la solidarité internationale du **12 au 20 novembre**.

Editorial

En cet été 2011 les agriculteurs de Kalembouly doivent semer pour la quatrième fois leurs graines de céréales car les pluies ne sont pas au rendez-vous, elles n'ont pas été suffisantes sur l'Afrique de l'ouest en général. Nous savions que l'eau deviendrait un enjeu important au 21^e siècle vu la croissance de la population mais se rajoutent à présent les effets du changement climatique.



Que dire de cette nouvelle menace pour la survie des populations paysannes qu'est le phénomène d'accaparement des terres agricoles qui touche les pays très pauvres et qui existe aussi chez nous ?

Spéculation à tous les niveaux, de groupes financiers, Etats, hauts fonctionnaires que nous tentons de freiner par une sensibilisation des villageois de Kalembouly par exemple aussi bien que par le moyen des Appels urgents de Peuples Solidaires tel celui que nous vous proposons dans ce journal concernant des abus en Mauritanie.

Dimanche 25 septembre 2011



sur la commune d'Allauch (13) au lieu-dit Pichauris 1 CIRCUIT PEDESTRE POUR TOUS

Vous marcherez dans les collines où a été en partie tourné le film "La Gloire de mon Père" d'Yves Robert, en passant comme d'habitude par différents stands où vous attendront jeux et questionnaires.

ACCES : voir plan page 2

Les **inscriptions** auront lieu à partir de **9h30 jusqu'à 11h**.
Les **résultats** seront donnés vers **15h**.

Apporter vos boules de pétanque, une partie, à côté du parking, sera organisée pour ceux qui le désirent, après l'annonce des résultats !

N'OUBLIEZ PAS :

Votre pique-nique, à boire et de bonnes chaussures.
Annulation en cas de pluie importante

PARTICIPATION :

adultes : 10 € , enfants de + de 12 ans : 5 €

Contacts :

Claude BARGIN Tel : **04.91.27.13.32** (répondeur)

André SEILER Tel : **04.42.70.19.30** (répondeur)

gtmpa@club-internet.fr

Sommaire

Rallye pédestre

Mission à Kalembouly

Appel Urgent Mauritanie

Sécheresse et G20

Sécheresse et changement
climatique

Acheter équitable

7 rue martinot
(prolongement rue Rastègue)

la boutique s'appelle
"monde équitable"

ouvert du mardi au samedi
de 9h à 18h30

[<acs.aubagne@orange.fr>](mailto:acs.aubagne@orange.fr)

17ème Rallye Pédestre à Pichauris

Accès au départ du Rallye

Rejoindre l'Auberge de Pichauris soit par Plan de Cuques ou Allauch, soit par La Destrousse et les Termes, se garer sur le grand parking en respectant le fléchage GTMPA.

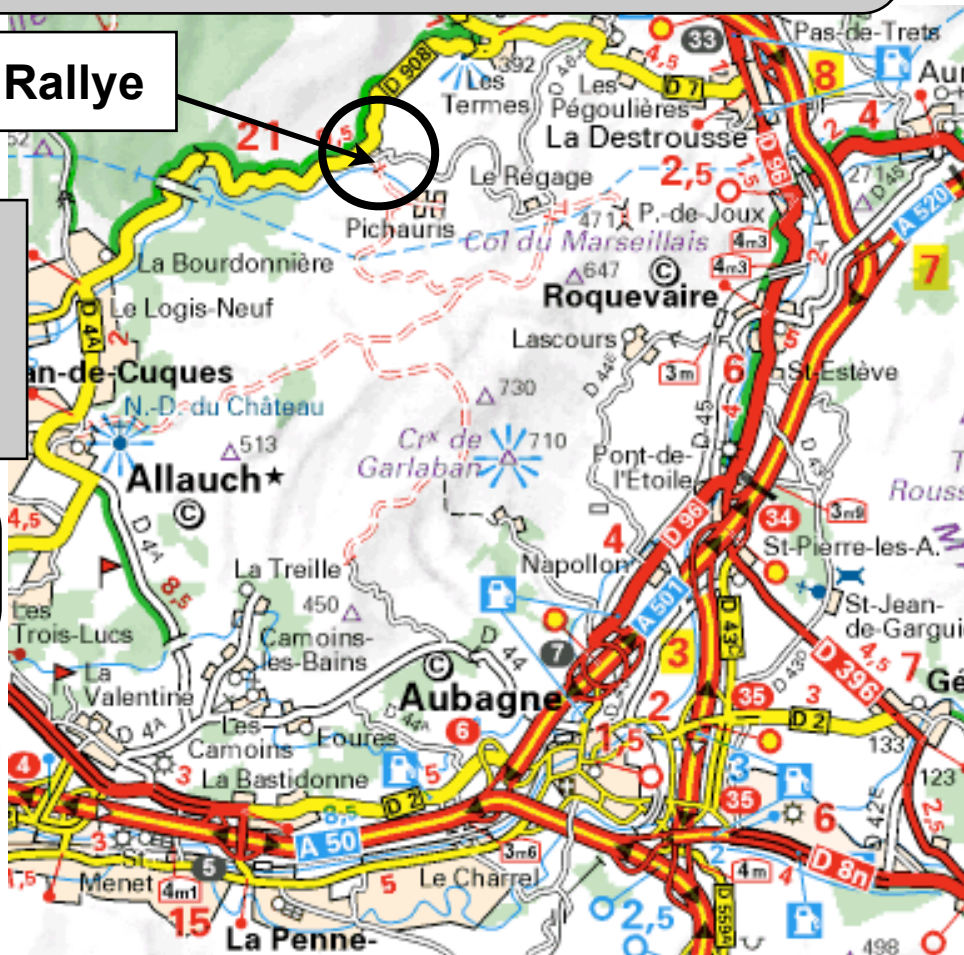


Mais on ne devait pas déjà y aller l'an dernier ?

Oui, mais cette année il n'y a pas de lézard!!



<http://champagnematernelle.blogspot.com>



12 au 20 novembre Semaine de la solidarité internationale

Si les crises actuelles exacerbent les tensions et le repli sur soi, elles représentent aussi de formidables occasions de prises de conscience et de créativité pour refuser l'inacceptable. Ici, face aux délocalisations et menaces sur les systèmes de solidarité ; là-bas, face aux pillages des ressources et aux violations des droits fondamentaux... les populations s'organisent. Nos interdépendances deviennent alors sources de rencontres, d'alliances et de transformation sociale. Car la solidarité internationale, c'est aussi cela : une solidarité entre celles et ceux qui, ici comme là-bas, rêvent, luttent et agissent pour plus de justice. Une solidarité en action incarnée par nos choix personnels et collectifs.

La Semaine de la solidarité internationale, du 12 au 20 novembre 2011, est l'occasion de s'informer, de dépasser nos idées reçues, d'interpeller notre entourage, d'agir pour un monde solidaire.

<http://www.lasemaine.org/>



Le G20 agricole vient de se terminer sans prendre les décisions qui s'imposent pour prévenir une nouvelle crise alimentaire.

Il reste 2 mois pour signer et faire signer la pétition "*Ne jouez pas avec notre nourriture*" !

Si vous ne l'avez pas encore fait, c'est le moment d'agir sur :

<http://www.peuples-solidaires.org/ne-jouez-pas-avec-notre-nourriture/>

Et à Kalembouly comment ça va ?

Compte-rendu de la mission Aout 2011 à Kalembouly.

Ca va, ça va toujours, si ce n'est que tous les habitants de Kalembouly attendaient la pluie, et à notre arrivée la pluie est tombée donc « les blancs font des miracles ». Certains cotonniers en sont à leur 4^{ème} semi. Actuellement la pluviométrie est bonne, pourvu que cela dure !

Après concertation GPSPA financera la scolarité de tous les collégiens de Kalembouly (environ 100) à compter de la rentrée de septembre 2011, le financement sera de l'ordre de 18€ par enfant pour l'année scolaire et 9€ pour les redoublants. Evidemment les familles sont ravies.

Nous avons eu l'opportunité de charger à Manosque 1.2 m³ d'habits sélectionnés pour l'Afrique dans un container, nous avons récupéré la marchandise à Ouagadougou et nous l'avons transporté à Kalembouly pour les familles où manquait un des parents en priorité. La distribution a été accomplie.

Le « bouli » (retenue d'eau) financé par GPSPA et construit par les villageois est terminé, c'est une très belle réalisation. Il ne manquait que la pluie pour le remplir.

L'OCADES (organisme de financement de projets villageois), GPSPA et une association de femmes du village ont financé une plateforme de moulins, le bâtiment est terminé, une partie du matériel a été acheminé mais il manque des pièces qui viennent d'Inde d'où un immense retard mais ce projet se réalisera, nous y veillerons.

Tous les puits fonctionnent, le financement de la maintenance des puits n'est pas encore réglé définitivement mais GPSPA a rappelé au Comité de Développement Villageois (CVD) qu'il devait s'autofinancer pour les futures réparations des puits.

Avec d'autres groupes français de Peuples Solidaires nous finançons sur plusieurs villages des cours d'alphabétisation et des bancs d'école.

La visite au village fut brève mais intense et les villageois de Kalembouly vous saluent et vous remercient pour l'aide apportée au village.

Robert

Soutenez nos actions, adhérez et/ou faites un don :

Nom, prénom :

Adresse :

Déclare adhérer au Groupe Peuples Solidaires du pays d'Aubagne
(cotisation de base : 5 €)

Verse la somme de €
(déductible en partie des impôts dans une certaine limite... !)

A renvoyer : **GRUPE PEUPLES SOLIDAIRES** pays d'Aubagne
c/o André SEILER Impasse du Castellet 13400 AUBAGNE

Appel urgent de Peuples Solidaires Mauritanie : halte à la confiscation des terres !

Il y a un an, les populations de Boghé(1) apprennent par un simple avis au public préfectoral que 40 000 hectares de leurs terres vont être « mis à disposition » d'une entreprise saoudienne. Depuis, elles n'ont obtenu aucune information précise sur le projet. Or, il y a quelques semaines, la préfecture a publié un nouvel avis sous forme d'ultimatum, invitant toute personne utilisant ces terres à produire un titre de propriété sous 60 jours. La propriété étant traditionnellement transmise de manière héréditaire et informelle, des dizaines de milliers de personnes risquent d'être privées de leurs moyens de subsistance !

(1) La « Moughataa » (équivalent d'une préfecture) de Boghé est située au Sud-Ouest du pays.

Un an de mobilisations

« Toute la population de la Moughataa s'est fortement mobilisée pour manifester et marquer ainsi son opposition à toute forme de dépossession non concertée de leur unique source de vie, la terre. Que deviendra cette frange de la population si toutes les terres cultivables et tous les espaces pastoraux lui sont arrachés et donnés à d'autres ? » déclare M. N'Diaye Saïdou Yéro, Secrétaire général de la Coordination départementale de Babadé du Comité de suivi du foncier, constituée suite à l'annonce du projet.

Avec le soutien des organisations de défense des droits humains et des organisations paysannes mauritaniennes, réunies au sein du Comité de Suivi de la Sécurité Alimentaire (CSSA), les populations se mobilisent et ont rencontré à de nombreuses reprises les élu-e-s de la région et les autorités administratives pour demander, entre autres, l'abandon du projet.

Un an sans la moindre information précise

Malgré leurs actions, les communautés n'ont obtenu aucune information précise sur le projet et les impacts qu'il aura sur leurs vies. Tout juste sait-on que la firme saoudienne impliquée, l'entreprise TADCO (Tabouk Eziraiya) appartient aux Al Rajhi, une famille d'hommes d'affaires saoudiens dont la fortune se compte en milliards

de dollars et qui investissent dans tous les secteurs : agriculture, commerce, transports, technologies de l'information... Les modalités précises du projet de l'entreprise restent d'autant plus floues qu'aucun contrat n'a été rendu public et qu'aucun plan détaillant le type de culture, sa destination et les compensations envisagées pour les populations n'a été publié.

De plus, contrairement à ce que prévoit la législation locale, le projet a été annoncé par l'Etat sans que les consultations et études d'impact prévues n'aient été menées et sans que les intérêts des populations locales n'aient été pris en compte.

Un avis en forme d'ultimatum, des milliers de personnes menacées

En plus de la commune Boghé, le projet toucherait aussi 10 000 hectares de celle de Dar El Barka. Au total, plus de 75 000 personnes vivent dans cette zone, sur des terres qui constituent des zones d'élevage "à haute intensité pastorale" (elles contiennent notamment de nombreux puits et mares utilisés pour l'abreuvement du bétail) et des zones de culture pour les populations qui y produisent essentiellement du mil, du maïs, du riz, des haricots et des pastèques.

Le 13 juin 2011, la préfecture a publié un nouvel « avis au public » invitant toute personne utilisant ces terres à produire un titre de propriété sous 60 jours, ce que la plupart des habitant-e-s ne pourront pas faire. En effet, la majorité des paysan-ne-s ne possèdent pas de titres de propriété officiels, la propriété étant traditionnellement transmise de manière héréditaire et informelle.

S'il aboutit, le projet de l'Etat mauritanien et de l'entreprise saoudienne entraînera donc l'expulsion forcée de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Avec le soutien du CSSA, les populations organisent donc, pendant tout le mois de juillet, des assemblées et des manifestations dans leur région ainsi qu'à Nouakchott, la capitale du pays.

Elles demandent au gouvernement mauritanien d'abandonner ce projet d'accaparement des terres.

Agissez maintenant pour soutenir leurs revendications !

SIGNEZ CET APPEL URGENT :

http://www.peuples-solidaires.org/appel-urgent_mauritanie/

Sécheresse dans la Corne de l'Afrique : que fait le G20 ? par Jean-Paul Sornay, président de Peuples solidaires/ActionAid

A l'initiative de la présidence française du G20, la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) va se réunir d'urgence lundi 25 juillet pour apporter une réponse à la situation d'extrême sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Répondre à l'urgence humanitaire est incontournable, mais il faut aujourd'hui aller plus loin et mettre en place des mesures qui permettront de prévenir de nouvelles famines dans le monde. C'est ce que prétend faire le G20, dont les ministres de l'agriculture ont adopté un plan d'action, en juin, à Paris. Malheureusement, cette nouvelle famine illustre manifestement l'insuffisance de ce plan d'action.

Le G20 n'a en effet pris aucune mesure pour éviter que des aliments comme le maïs soient massivement utilisés pour produire des agrocarburants, au lieu de servir à nourrir les populations, ignorant les recommandations précises formulées par les organisations internationales comme l'OCDE, la FAO et la Banque mondiale notamment. Il n'est pas non plus parvenu à décider la mise en place immédiate de réserves alimentaires d'urgence dans les zones à risque – ce qui manque cruellement aujourd'hui pour faire face à l'urgence humanitaire dans la Corne de l'Afrique. Pourtant, cette situation était déjà prévisible alors même que les ministres de l'agriculture du G20 adoptaient leur plan d'action.

Les faibles précipitations lors des deux dernières saisons des pluies ont provoqué une grave sécheresse dans la Corne de l'Afrique, qui affecte aujourd'hui 10 millions de personnes. La production vivrière ne suffit pas à nourrir les populations, et les troupeaux meurent faute de pâturages. La prochaine saison des pluies ne devrait arriver qu'en octobre. D'ici-là, la situation risque donc de dégénérer, avec des conséquences catastrophiques pour les populations locales.

Le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire a augmenté de 40 % depuis le début de l'année, passant de 6,3 à 10 millions dans la région. La majorité des nouvelles victimes se trouve au Kenya. Le nombre de réfugiés somaliens dans les camps au Kenya et en Ethiopie a atteint le chiffre record d'environ 517 000 personnes.

Pourtant, cette situation n'est pas inéluctable : elle résulte d'une combinaison entre sécheresses sévères mais prévisibles, et politiques inadéquates – que le G20 agricole n'a fait que perpétuer.

Aujourd'hui, il faut adopter des mesures urgentes pour aider les éleveurs, en particulier leur fournir du fourrage et de l'eau pour leurs bêtes, et des médicaments pour éviter que des épidémies ne déciment leurs troupeaux. En Afrique de l'Est, dans les zones critiques, l'accès aux pâturages doit être négocié par les gouvernements avec les parcs nationaux et les ranches privés.

SOUTENIR LES PETITS PAYSANS ET ÉLEVEURS

La situation dans la Corne de l'Afrique montre une nouvelle fois qu'il faut soutenir les petits exploitants agricoles (paysans et éleveurs), car ce sont eux qui nourrissent la majorité des populations dans les pays du Sud – et non l'agrobusiness, qui produit des aliments qui ne sont pas à la portée de la bourse des plus pauvres. Si le G20 agricole répète de façon incantatoire qu'il convient de soutenir les petits producteurs, il n'a pris aucune décision concrète en ce sens. Les mécanismes qu'il propose (notamment des assurances contre les mauvaises récoltes) constituent un emplâtre sur une jambe de bois car ils ne s'attaquent pas aux causes des dérèglements actuels et ne feront qu'enrichir les compagnies d'assurance.

Ce dont les paysans ont besoin, c'est d'investissement dans des infrastructures (stockage et transport notamment) afin de leur permettre d'écouler leur marchandise sur les marchés locaux. Il faut également orienter la recherche pour qu'elle prenne en compte leurs besoins, se focalise sur les cultures consommées localement et prenne en compte les savoirs traditionnels des paysans des pays du Sud. Cela leur permettra d'accroître leur productivité et de développer des formes d'agriculture résilientes au changement climatique. Dans les pays du Sud, la majorité de la nourriture consommée est produite par les femmes. Il convient que les politiques agricoles mises en place prennent en compte leurs besoins spécifiques, puisqu'elles sont victimes de discrimination dans tous les domaines (accès aux semences, à la formation, à la terre). Ces programmes doivent s'appuyer sur des plans d'action nationaux et régionaux, élaborés en consultation avec les paysannes et les paysans eux-mêmes.

Le G20 agricole a lancé une étude sur un projet pilote de réserves humanitaires d'urgence pré-positionnées dans une zone à risque. C'est le sommet du G20 de novembre qui décidera de lancer ou pas ce projet pilote. Il est clair aujourd'hui qu'il faut avancer vite, plus vite, et que les réserves alimentaires doivent faire partie des mécanismes de prévention et de réponse aux crises alimentaires. Les tergiversations sur leur conformité aux règles du libre commerce ne doivent pas empêcher leur mise en place. L'obsession du libre commerce ne peut plus faire obstacle au droit à l'alimentation.

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du G20 se tiendra les 3 et 4 novembre à Cannes. L'occasion pour les dirigeants de la planète d'aller beaucoup plus loin que leurs ministres de l'agriculture, et de prendre enfin des décisions concrètes pour soutenir les paysannes et paysans – cela suppose de protéger l'intérêt des plus faibles, et de renoncer à ne promouvoir que l'intérêt de l'agrobusiness, qu'il soit européen, américain, australien ou brésilien.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SONT-ILS RESPONSABLES DE LA FAMINE QUI FRAPPE LA CORNE DE L'AFRIQUE ?

le 10 août 2011

Source : <http://www.oxfamfrance.org/Les-changements-climatiques-sont.1163>

La famine qui frappe la Corne de l'Afrique est-elle liée aux changements climatiques ? La question se pose chaque fois que des nouvelles "d'événements climatiques extrêmes" (ouragans, inondations, sécheresses) investissent nos écrans de télévision. Impossible de répondre par un simple "oui" ou "non". Néanmoins, nous vous livrons ici un résumé de ce qui nous pensons savoir, à ce jour, sur le sujet.

La sécheresse actuelle a été causée par la très faible pluviométrie observée durant plusieurs saisons successives. Au cours de l'année dernière, l'Est de la Corne de l'Afrique a enregistré deux saisons des pluies consécutives sans la moindre précipitation. Selon des enquêtes menées auprès des communautés locales, il s'agit là de la manifestation d'un changement qui s'est opéré sur le long terme. D'après les communautés des Borana en Ethiopie, la sécheresse, que l'on observait autrefois tous les six à huit ans, survient à présent à intervalles d'un ou deux ans.

Les données météorologiques corroborent ce constat sur le plan des températures : entre 1960 et 2006, les températures moyennes annuelles ont augmenté de 1°C au Kenya et de 1,3°C en Ethiopie. Autre fait marquant, la fréquence des jours chauds est également en hausse dans les deux pays. Pour ce qui est de la pluviométrie, les tendances sont moins claires : selon [le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), aucune tendance significative du point de vue statistique n'a été identifiée. Cependant, d'après des recherches plus récentes, la pluviométrie des "longues saisons de pluies" (de mars à juin) aurait chuté entre 1980 et 2009.

Les archives dont on dispose ne "prouvent" pas que la sécheresse actuelle est directement imputable aux changements climatiques. S'il est vrai que l'on compte aujourd'hui [quelques cas](#) dans lesquels les scientifiques ont réussi à estimer dans quelle mesure les changements climatiques dus à l'homme ont accru la probabilité d'un événement météorologique extrême, il convient toutefois de noter que de telles prouesses nécessitent **des données météorologiques à long terme fiables, données qui n'existent que pour l'Europe et l'Amérique du Nord.**

Que dire de l'avenir ?

A l'échelle planétaire, la modélisation des changements climatiques permet de prévoir une hausse de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. **Si aucune mesure n'est prise d'urgence pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le monde, les températures de cette région augmenteront probablement de 3 ou 4°C d'ici à 2080-2099, par rapport à 1980-1999.**

Mais là encore, les prévisions en matière de pluviométrie demeurent floues. Comme le montre la dernière évaluation du GIEC, la majeure partie des activités de modélisation porte à croire que l'on enregistrera plus de précipitations dans la région de l'Afrique de l'Est dans l'ensemble, avec notamment une augmentation des "événements violents" tels que les averses soudaines et la hausse du risque d'inondation qui en résulte. Cependant, certaines études récentes semblent indiquer le contraire : une pluviométrie en baisse, surtout pendant les longues saisons des pluies.

Ensemble, la hausse des températures et l'imprévisibilité croissante des précipitations constituent une menace pour la production vivrière. A en croire des estimations publiées récemment par la [Royal Society](#), il est fort probable que d'ici la fin du siècle, la durée des saisons de végétation pour les produits agricoles les plus importants en Afrique de l'Est diminue de 20 %, avec une baisse de près de 50 % de la production de haricot.

Conclusion ?

Il est impossible d'attribuer directement la sécheresse actuelle aux changements climatiques. Toutefois, comme l'a souligné John Beddington, principal conseiller scientifique du gouvernement britannique, lors de son propos au cours d'un débat tenu la semaine dernière dans les locaux d'Oxfam, "*dans le monde entier, la probabilité que des événements de ce genre se produisent est aujourd'hui plus grande en raison des changements climatiques*". De plus, à moins que des mesures ne soient prises, **la souffrance actuelle n'est qu'un sinistre avant-goût de l'avenir** : en Afrique de l'Est, les températures vont grimper et les régimes pluviométriques vont changer, ce qui va davantage aggraver une situation déjà bien déplorable.

Que faire ?

D'abord, garder à l'esprit que **si la sécheresse est due au manque de pluie, la famine, elle, est causée par l'homme.** Comme l'a souligné Amartya Sen, lauréat du prix Nobel d'économie, la famine ne se produit pas dans des démocraties qui fonctionnent correctement. La différence entre les perturbations mineures causées par des restrictions d'arrosage et la misère qui accable la corne de l'Afrique réside essentiellement en l'échec des politiques et des dirigeants-e-s. **Ce n'est pas un hasard si les communautés les plus durement frappées par la sécheresse sont celles qui ont été victimes non seulement de conflits mais aussi de décennies de négligence et de mépris institutionnalisés de la part de leurs gouvernements** qui considèrent le pastoralisme comme une relique indésirable du passé.

Ensuite, la famine témoigne de l'extrême vulnérabilité des personnes démunies face aux événements climatiques tels que l'absence de précipitations. Les gouvernements et la communauté internationale doivent **sauver des vies maintenant, mais également prendre des actions concrètes afin de réduire cette vulnérabilité chronique**, en renforçant les capacités locales pour la gestion du cycle de sécheresse ; en améliorant la circulation des données, de l'information et des idées relatives à l'adaptation des populations aux changements climatiques ; et en augmentant de façon considérable les investissements à long terme sur le développement des petites exploitations agricoles et du pastoralisme, deux secteurs dont la capacité à assurer un quotidien acceptable à des millions de citoyens et citoyennes des pays d'Afrique de l'Est n'est plus à démontrer, à condition de bénéficier de l'appui (et non de l'indifférence) des gouvernements.

Au-delà de l'aide que l'on pourrait apporter à l'Afrique de l'Est et à d'autres régions vulnérables pour s'adapter aux changements climatiques imminents, **il incombe également, et tout naturellement, aux pays riches et émergents de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui en sont à l'origine.** Faute de quoi tout effort d'adaptation ne pourrait offrir qu'un soulagement provisoire.

Article de Duncan Green, directeur des recherches d'Oxfam Grande-Bretagne, initialement publié sur les blogs [CULTIVONS](#) et [Conflits et Urgences](#) d'Oxfam.

Aller plus loin

La confédération Oxfam a lancé un ambitieux appel à don pour la Corne de l'Afrique et les populations qui luttent pour leur survie en ce moment-même.

- 1 [En savoir plus sur la crise en Afrique de l'Est](#)
- 2 [Les actions d'Oxfam sur le terrain face à la crise en Afrique de l'Est](#)

Oxfam a lancé la campagne [CULTIVONS](#) pour combler les failles de notre système alimentaire défaillant, pour que les causes structurelles des crises comme celle-ci soient traitées.

[Rejoignez le mouvement !](#)